

Non au cégep des bureaucrates !

Réformer les collèges ? C'est simple, dit le directeur Paul INCHAUSPÉ. Appliquons au général les mêmes contrôles qu'au professionnel, et séparons les deux secteurs !

par Martine Demange

Paul Inchauspé est d'origine française. C'est un Basque qui a gardé l'accent, le parler rapide et l'enthousiasme des gens de son pays. C'est aussi un Québécois, arrivé ici dans le milieu des années 60, qui a consacré sa vie, son énergie et sa carrière au système d'enseignement collégial, depuis sa création il y a 25 ans.

Professeur, chercheur, puis administrateur, ce docteur en philosophie se qualifie lui-même de « vieux pédagogue », convaincu de « l'éducabilité » de tout être humain.

S'il dénonce publiquement et sans fard les failles du système d'enseignement collégial, il défend en même temps avec chaleur les élèves et les professeurs, placés selon lui dans une situation de plus en plus impossible. Sa tendresse est moins grande pour les fonctionnaires, technocrates et bureaucrates, qu'il soupçonne de manœuvrer encore une fois pour éviter toute réforme efficace, au profit de rapports interminables et de grandes déclarations de principes qui n'aboutiront nulle part.

Il a donc décidé de prendre les devants et de leur mener bataille en publiant *L'Avenir du cégep* (éd. Liber), une remarquable analyse du système québécois actuel, où il ne se contente pas de diagnostiquer des problèmes mais où il formule aussi des solutions concrètes.

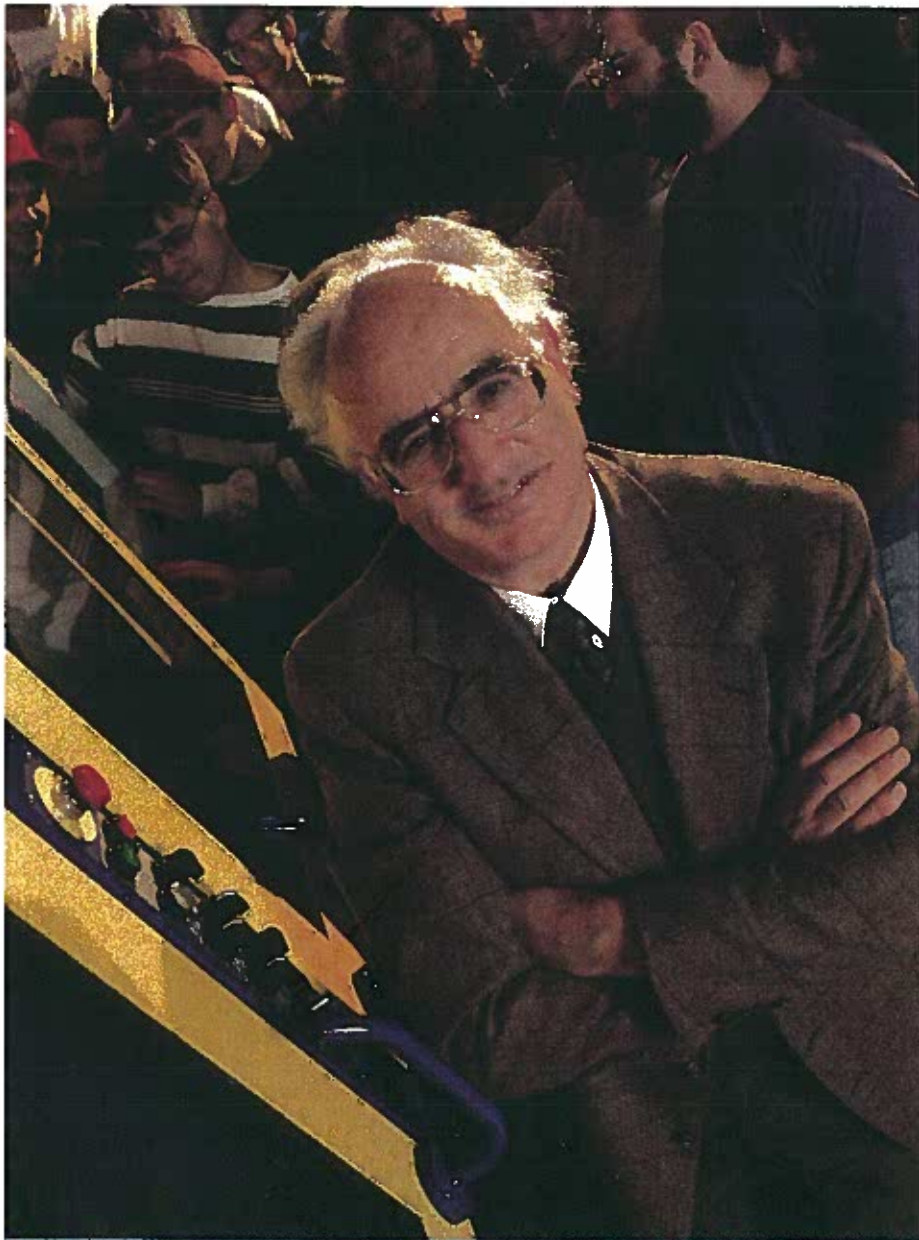
L'actualité l'a rencontré dans son bureau du Collège Ahuntsic, le cégep qu'il dirige depuis 10 ans.



L'actualité : *Comment les cégeps, 25 ans plus tard, en sont-ils arrivés à souffrir d'une telle disparité au niveau des connaissances acquises et des résultats obtenus par leurs étudiants, et d'un taux aussi élevé d'échecs ou d'abandons ? S'agit-il, comme l'a dit un ancien ministre, d'une « erreur historique » ?*

Paul Inchauspé : Ce n'est pas si simple que cela. Il y a 25 ans, 11 % d'une classe d'âge donnée accédait à l'enseignement collégial. Le taux est maintenant de 60 % ! Cet accès généralisé à l'enseignement supérieur a créé des problèmes inédits que l'on retrouve partout dans les sociétés avancées.

Au Québec, le cégep ramasse ces problèmes de façon particulièrement aiguë :



ROGER DUFRESNE

« Une fois tout nu au milieu de la place, incapable de s'abriter à l'ombre du professionnel, le préuniversitaire sera bien forcé d'entamer à son tour sa réforme. »

« On montera en épingle la réussite du professionnel pour conclure que tout va bien au cégep. Mais le professionnel, ce n'est que la moitié du collégial. »

attentes de réussite parfois irréalistes d'étudiants aux aptitudes et à la formation très inégales; comportements d'adultes que n'impressionne plus l'autorité professorale; comportements de consommateurs aussi, pas toujours prêts à investir le temps et l'énergie nécessaires à l'acquisition de connaissances... et travaillant pour la plupart à temps partiel.

Le problème, comme autrefois au secondaire, n'est plus d'admettre des étudiants mais de les faire réussir. La quantité est là, pas toujours la qualité. C'est la réalité d'aujourd'hui, et, en soi, cela ne m'affole pas. Mais il faut trouver des structures de fonctionnement et d'encadrement qui

la santé, sciences humaines, arts et lettres — est formé d'un ensemble de cours et de contenus qui visent des objectifs de formation. Or, chez nous, contrairement à la plupart des pays, il n'existe pas d'organisme qui établisse ces programmes au préuniversitaire. Il n'y a que des coordinations disciplinaires, qui s'occupent d'une discipline : maths, ou philo, etc. C'est la réunion arbitraire de ces éléments disparates qu'on appelle le programme.

L'actualité : Est-ce qu'on retrouve cette absence de vision globale au secteur professionnel ?

P. Inchauspé : Non, grâce au ciel, la pres-

en sciences humaines et dans les cours communs obligatoires.

L'actualité : Le ministère ne semble pas avoir d'autorité sur l'évaluation des connaissances acquises.

P. Inchauspé : Les diplômés ont la sanction ministérielle. Mais, en caricaturant un peu, le ministre les signe... sur la foi de l'évaluation d'un individu, le professeur. Si le ministère établit le programme et donne le diplôme, il devrait s'assurer du contrôle de l'évaluation. Il a déjà voulu le faire au début des cégeps, mais il a reculé devant l'opposition farouche d'un certain nombre de professeurs et de directeurs pédagogiques.

Cela se passait au début des années 70 et la mode était à l'auto-évaluation, une idée généreuse qui ne semble pas avoir donné les résultats escomptés. On citait alors en exemple les collèges américains, en oubliant qu'ils étaient soumis à une accréditation extérieure qui les forçait à une auto-évaluation « sérieuse ».

Le Conseil des collèges, créé par le ministère autour des années 80 pour corriger la situation, n'a eu qu'un impact très relatif, parce que — et c'est un curieux phénomène — il s'est toujours refusé à évaluer les résultats des collèges et s'est contenté « d'évaluer leurs processus d'évaluation ».

La meilleure solution serait probablement d'en venir à des examens d'État — après détermination, par le ministère, de programmes de formation globale, dignes de ce nom, avec des contenus clairs et des objectifs précis à atteindre. Tout le monde, profs et élèves, arrêteraient de flotter, laissés à eux-mêmes dans un vide inconfortable et démotivant. Cela semble évident, du moins au préuniversitaire.

L'actualité : Et pour le niveau professionnel et technique ?

P. Inchauspé : Je prêcherai pour une émancipation du secteur professionnel, pour sa transformation en instituts techniques et professionnels autonomes, au moins dans certains domaines. Comme, par exemple, chez nous à Ahuntsic, les communications graphiques, que nous sommes en train de développer en collaboration avec l'industrie privée, qui finance pour moitié un projet de 12 millions de dollars.

Ce n'est pas parce que préuniversitaire et technique logent sous le même toit qu'ils doivent fonctionner de la même façon; leurs réalités sont complètement différentes, leurs structures devraient l'être aussi, qu'ils continuent ou non à cohabiter.

L'actualité : Les sciences pures et les sciences de la santé sélectionnent les meilleurs étudiants pour tenir compte du niveau élevé exigé par les universités. Est-ce à dire que c'est surtout en sciences humaines que les problèmes de formation sont graves ?

P. Inchauspé : C'est en sciences humaines en effet que les phénomènes de société liés



JEAN FRANCOIS LEBLANC

Il faut créer des instituts techniques et professionnels autonomes.

régissent au moins en partie ces nouveaux problèmes, au lieu de contribuer à les amplifier. Jusqu'ici les institutions ont réagi... en ne réagissant pas, en n'osant rien imposer, ni contenus, ni normes, ni véritable évaluation. C'est cela qui doit être revu et corrigé.

L'actualité : Par quoi commence-t-on ?

P. Inchauspé : Par le début : les contenus, les programmes. Le ministère a la responsabilité de les établir, mais dans les faits, ce sont des professeurs, délégués par chacun des collèges, qui le font, discipline par discipline. Pour accommoder tout le monde, les contenus prennent des allures tellement vagues et larges qu'à toutes fins utiles le professeur peut faire ce qu'il veut.

Il existe un autre vice de forme. Théoriquement, chaque programme — il y en a quatre ou cinq : sciences pures, sciences de

sion du milieu du travail est trop forte pour le permettre. En électronique, par exemple, même s'il y a bien quelques disputes sur l'importance relative du numérique et de l'analogique, on cherche avant tout à déterminer les objectifs de formation nécessaires pour sortir un technicien adapté aux besoins de l'industrie.

On ne retrouve pas là les querelles de territoire et l'inflation disciplinaire typique au préuniversitaire, où chaque département cherche à occuper le plus de place possible, indépendamment du bien commun. C'est normal, le ministère a laissé vide son champ d'autorité, d'autres l'ont occupé ! Et comme aucune autre pression extérieure n'impose de standards ou d'objectifs de sortie à atteindre, le résultat, c'est souvent une auberge espagnole où on trouve le meilleur... et le moins bon, particulièrement

**PAUL HOUDE À
BONJOUR MONTRÉAL
DE 5H15 À 8H45**



INTERVIEW

à l'éducation supérieure de masse se manifestent de la façon la plus claire. Y arrivent en vrac des élèves forts, intéressés par les sciences humaines, des élèves plus faibles qui ne savent pas vers quoi s'orienter, et d'autres qui recherchent surtout le statut social conféré par le cégep — une plus grande autonomie, des prêts et bourses, etc.

Ces derniers sont aussi futés que les autres et trouvent vite là le « ventre mou » du cégep : les exigences et le travail y sont à leur minimum, parce que les programmes, les objectifs de formation et l'évaluation y sont encore plus flottants qu'ailleurs, étant donné la floraison de disciplines diverses et les batailles de territoire qui en découlent.

Ces étudiants viennent donc s'agréger en sciences humaines, rendant la situation des professeurs et des institutions intenable. Pire, ils contribuent à affaiblir et affadir encore plus le programme parce qu'ils chassent les meilleurs élèves vers les sciences pures. Et parce que les professeurs, constamment soumis à la pression et au marchandage, ne se résignent pas à en couler les trois quarts. Ce n'est pas un petit problème : les sciences humaines, c'est 30 % du collégial, 50 000 élèves !

L'actualité : *Faut-il resserrer les critères d'admission et refuser les élèves trop faibles ?*

P. Inchauspé : Non, je suis un vieux pédagogue dans l'âme qui croit encore à l'éducabilité. Il faut admettre ces étudiants-là, mais connaître leurs faiblesses, les regrouper, les encadrer et travailler d'arrachepied à combler leurs lacunes. Je crois qu'il faut faire notre deuil d'une certaine vision idéale de l'éducation, que j'ai partagée comme tout le monde lors de la création des cégeps. Dans la pratique, ça ne fonctionne pas.

On a pensé qu'en mettant ensemble forts et faibles, il se produirait une sorte d'osmose positive. Ce n'est pas vrai ! Il faut revenir à une ségrégation qui sera plus efficace pour tout le monde. Les élèves brillants méritent des cours équivalents, dans leur domaine, à ceux dont profitent les élèves forts, en maths ou en sciences. Les autres méritent une attention particulière et des cours adaptés qui leur donnent une chance réelle de rattrapage.

Je prétends qu'on peut faire accéder n'importe qui à un certain niveau d'éducation dans certains domaines, à condition de s'en donner les moyens; tout est dans la manière. On ne règlera pas le problème en ajoutant simplement deux unités de cours en sciences humaines !

Sans compter qu'il faut regarder la réalité en face : malgré la démocratisation de l'enseignement supérieur, le Québec n'a pas encore fait le plein de la population étudiante nécessaire à une société avancée. Notre taux d'accès à l'enseignement supérieur est de 60 %, celui de l'Allemagne, par exemple, est de 80 %. Nous avons besoin de tous ces jeunes et de plus encore pour tenir

notre place dans l'économie mondiale. Le problème, c'est de les former convenablement, chacun à leur niveau.

L'actualité : *Vous avez l'air de craindre que, cette fois encore, on n'aboutisse pas à une véritable réforme ?*

P. Inchauspé : Autant je suis pour la survie des cégeps, autant je crains — et j'entends déjà — le discours défensif qui va s'élever du milieu au cours des prochaines semaines.

On montera en épingle les réussites du professionnel et technique pour conclure que tout va bien au cégep. Mais le professionnel, ce n'est que la moitié du collégial.

Les instances patronales et syndicales, presque toutes issus du préuniversitaire, se refuseront à faire l'analyse des réformes nécessaires. Il nous faut cette réforme et il faut la faire en analysant les vrais problèmes, la réalité quotidienne que vivent professeurs et étudiants. Ce n'est pas en élaborant — comme dernièrement le Conseil des collèges — des centaines de pages abstraites sur la nécessité d'une formation « générale », « fondamentale » et « qualifiante » qu'on aboutira à quelque chose. C'est la pire manière de s'y prendre.

La question, ce n'est pas de se demander s'il faut une formation générale — c'est évident —, c'est d'aller voir pourquoi, dans les faits, celle mise en place dans les cours communs obligatoires et les cours complémentaires ne fonctionne pas. Supprimer, comme certains l'ont proposé, deux cours de philo ne règlera pas le problème de profs laissés à eux-mêmes, sans programmes ni objectifs précis, face à un auditoire d'élèves de niveaux et d'intérêts totalement différents. Si vous remplacez ces deux cours de philo par un cours d'histoire, ce sera toujours et malgré tout la même soupe aux pois !

Il nous faut une réforme terre à terre, au ras du sol, basée sur l'expérience et la pratique, qui instaure des tests à l'entrée, des examens à la sortie. Une réforme qui brise l'agrégation des étudiants faibles en sciences humaines; qui revienne à des structures d'encadrement de type secondaire et non universitaire; qui permette à tous d'aller, chacun à leur niveau mais pas forcément ensemble, au bout de leurs possibilités; qui redonne une orientation et une motivation précises aux professeurs, en les exposant à la pression extérieure que représenteraient des examens d'État et un vrai programme ministériel. Un programme qui établirait les objets de formation en laissant aux institutions et aux professeurs le soin d'en trouver les méthodes.

Mais la première chose à faire, c'est séparer le préuniversitaire du professionnel, créer les instituts technologiques autonomes dont j'ai parlé. On brisera ainsi ce « cégep indifférencié », inventé par les technocrates et les fonctionnaires. Et, une fois tout nu au milieu de la place, incapable de s'abriter à l'ombre du professionnel, le préuniversitaire sera bien forcé d'entamer à son tour sa réforme. ■